

BE-A0524_715026_800479_FRE

Inventaire des archives de la commune de
Blaugies. Dépôt 2019, 1793-1977



Het Rijksarchief in België
Archives de l'État en Belgique
Das Staatsarchiv in Belgien
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:.....	7
Consultation et utilisation.....	8
Conditions d'accès.....	8
Conditions de reproduction.....	8
Histoire du producteur et des archives.....	9
Producteur d'archives.....	9
Nom.....	9
Historique.....	9
Compétences et activités.....	10
Organisation.....	11
Archives.....	11
Historique.....	11
Acquisition.....	12
Contenu et structure.....	13
Contenu.....	13
Conseil communal et Collège des bourgmestre et échevins.....	13
Finances et fiscalité.....	13
Patrimoine.....	14
Etat civil.....	14
Population.....	15
Elections.....	15
Affaires militaires.....	16
Travaux publics.....	16
Enseignement.....	16
Bienfaisance ou assistance publique.....	16
Culte.....	17
Langues et écriture des documents.....	17
Sélections et éliminations.....	17
Accroissements/compléments.....	18
Mode de classement.....	18
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS.....	21
I. Généralités.....	21
A. Conseil communal.....	21
1 - 7 Rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune. 1838-1853, 1868-1908.....	21
B. Répertoire des actes.....	21
8 - 11 Registres d'inscription des actes de l'administration communale. 1890-1912, 1921-1940.....	21
C. Correspondance générale.....	22
12 - 23 Registres de la correspondance sortante. 1834-1934.....	22
24 - 35 Registres-indicateurs de la correspondance. 1931-1976.....	22
36 - 37 Correspondance entrante et sortante. 1964-1976.....	23
II. Organisation et personnel.....	24
A. La commune en tant qu'entité administrative.....	24
B. Organisation et membres des organes politiques.....	24
C. Archives.....	24
D. Personnel des services.....	24
1. Dossiers du personnel administratif et technique.....	24

45 - 46 Dossiers individuels des receveurs. 1891-1948.....	24
47 - 48 Dossiers individuels des secrétaires communaux. 1892-1970.....	25
49 - 52 Dossiers individuels des gardes champêtres. 1922-1974.....	25
53 - 54 Dossiers individuels d'employés au ravitaillement. 1945-1947.....	25
2. Dossiers du personnel enseignant.....	25
55 - 71 Dossiers individuels du personnel enseignant. 1844-1976.....	25
III. Patrimoine.....	27
72 - 73 Baux de location de biens immobiliers appartenant à la commune. 1797, 1805.....	27
IV. État civil.....	28
A. Registres de l'état civil et tables.....	28
75 - 76 Registres des naissances et des décès survenus dans une autre commune. 1955-1976.....	28
B. Cimetières et funérailles.....	28
77 - 80 Registres des inhumations. 1893-1972.....	28
C. Autres documents.....	28
V. Finances et fiscalité.....	30
A. Comptabilité du secrétariat.....	30
1. Budgets et annexes.....	30
87 - 102 Budgets annuels. 1884-1976.....	30
2. Registres de comptabilité.....	31
103 - 114 Grands-livres des recettes et des dépenses. 1949-1962.....	31
3. Emprunts.....	32
B. Comptabilité du receveur.....	32
1. Registres de comptabilité.....	32
118 - 130 Grands-livres des recettes et des dépenses. 1964-1976.....	32
2. Comptes et pièces justificatives.....	33
131 - 143 Comptes annuels. 1884-1974.....	33
144 - 162 Pièces justificatives aux comptes. 1959-1972.....	34
147 - 148 1962.....	34
154 - 155 1968.....	34
160 - 162 1976.....	35
3. Registres de comptabilité, comptes et pièces justificatives des agents spéciaux de recettes.....	35
4. Entrée en fonction du receveur.....	35
C. Impositions et taxes communales.....	35
165 - 175 Rôles de taxes communales. 1964-1976.....	35
D. Dépôt de l'Administration du Cadastre.....	36
VI. Population.....	37
A. Registres et mouvements de la population.....	37
177 - 184 Registres de population. 1847-1900.....	37
177 - 178 1847-1866.....	37
179 - 180 1867-1880.....	37
181 - 182 1881-1890.....	37
183 - 184 1891-1900.....	37
185 - 230 Relevés généraux des mouvements de la population. 1931-1976... 37	
B. Recensements et autres états de la population.....	40
231 - 234 Recensements généraux de la population. 1961, 1970.....	40
231 - 232 Au 31 décembre 1961.....	40
233 - 234 Au 31 décembre 1970.....	41
C. Étrangers.....	41
235 - 238 Registres des étrangers. 1952-1976.....	41
VII. Élections.....	42

A. Listes électorales et listes dérivées.....	42
241 - 266 Listes électorales. 1903-1976.....	42
B. Dossiers des élections.....	43
268 - 275 Dossiers relatifs aux élections communales. 1907, 1921, 1926-1927, 1932-1933, 1939, 1947.....	43
VIII. Affaires militaires et guerres.....	45
A. Milice et volontaires (1817-1976).....	45
1. 1817-1923.....	45
280 - 297 Dossiers de levées de milice. 1900-1923.....	45
298 - 300 Registres des militaires en congé illimité. 1904-1937.....	46
2. 1924-1976.....	46
301 - 327 Dossiers de levées de milice. 1924-1950.....	46
330 - 332 Registres des demandes d'indemnité de milice. 1954-1958.....	48
B. Garde civique (1830-1921).....	48
333 - 335 Registres d'inscription de la garde civique. 1837-1848, 1866-1897, 1900-1909.....	48
C. Guerres et conséquences.....	49
337 - 338 Listes des combattants et des déportés. 1914-1918, 1940-1945, 1969.....	49
343 - 344 Attestations de reconnaissance du statut de combattant. 1947-1969.....	49
IX. Ordre et sécurité publics.....	50
A. Police.....	50
1. Généralités.....	50
347 - 356 Règlements de police. 1943-1976.....	50
2. Équipement.....	50
3. Missions de police administrative concernant la tranquillité et l'ordre publics.....	50
B. Service d'incendie.....	51
364 - 366 Rapports d'interventions. 1973-1976.....	51
X. Santé publique.....	52
A. Services communaux.....	52
1. Service communal de santé.....	52
2. Inspection médicale scolaire.....	52
3. Abattoir communal.....	52
369 - 371 Récépissés des déclarations d'abattage d'animaux non-soumis à l'expertise. 1970-1976.....	52
4. Service communal de vidange et de nettoyage / immondices.....	52
B. Exécution des tâches communales.....	52
1. Lutte contre les maladies épidémiques.....	52
2. Surveillance sanitaire, sécurité et hygiène de l'agriculture et de la sylviculture, de l'industrie, des métiers et du commerce.....	53
3. Contrôle des établissements dangereux, insalubres et incommodes.....	53
376 - 399 Dossiers relatifs aux établissements dangereux, insalubres et incommodes. 1921-1976.....	53
379 - 383 Menuiseries. 1951-1952, 1961, 1970-1972.....	53
385 - 386 Boucheries. 1955-1956, 1960, 1970-1972.....	53
389 - 390 Salons de coiffure. 1963, 1973.....	54
XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme.....	56
A. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses.....	56
1. Bâtiments scolaires.....	56
442 - 446 Dossiers relatifs à l'école gardienne communale sise rue Grande.....	

1960-1976.....	56
2. Bâtiments du culte.....	56
3. Cimetières.....	57
4. Autres biens et installations immobilières (monuments, bancs, etc.).....	57
B. Travaux et inspection de la voirie communale (y compris les ponts, les égouts, etc.).....	57
C. Travaux et inspection des cours d'eau.....	57
D. Services d'utilité publique.....	57
1. Distribution d'eau.....	57
2. Distribution d'électricité.....	57
3. Éclairage public.....	58
4. Téléphone.....	58
E. Permis de bâtir.....	58
F. Protection des monuments et sites.....	58
XII. Enseignement.....	59
XIII. Culture, sports et divertissements.....	60
A. Culture.....	60
B. Festivités.....	60
C. Tourisme.....	60
471 - 472 Dossiers relatifs aux campings. 1973-1976.....	60
XIV. Économie.....	61
A. Agriculture et sylviculture.....	61
473 - 474 Dossiers relatifs aux recensements agricole et horticole. 1951-1973.	61
B. Élevage.....	61
C. Commerce.....	61
XV. Affaires sociales.....	62
A. Généralités.....	62
B. Exécution des tâches communales.....	62
1. Prise en charge des chômeurs, placement.....	62
2. Aide aux personnes âgées.....	62
3. Aide aux personnes handicapées.....	62
487 - 488 Dossiers relatifs aux collocations d'aliénés. 1929-1972.....	62
4. Logements sociaux.....	63
C. Règlementation du travail.....	63
XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique.....	64
A. Bureau de bienfaisance.....	64
1. Personnel.....	64
2. Finances.....	64
B. Commission d'assistance publique.....	64
1. Généralités.....	64
2. Personnel.....	64
3. Patrimoine.....	64
4. Finances.....	64
503 - 510 Budgets annuels. 1933-1977.....	64
511 - 518 Comptes annuels. 1930-1976.....	65
519 - 520 Pièces justificatives aux comptes. 1974-1975.....	66
5. Aide sociale.....	66
XVII. Tutelle communale sur la fabrique d'église de la paroisse Saint-Aubin. .	67
A. Généralités.....	67
B. Finances.....	67
526 - 534 Budgets annuels. 1891-1977.....	67
535 - 543 Comptes annuels. 1890-1976.....	68

Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:
Commune Blaugies. Dépôt 2019

Période:
1793-1977

Numéro du bloc d'archives:
BE-A0524.976

Etendue:

- Dernière cote d'inventaire: 543.00
- Etendue inventoriée: 9.50 m

Dépôt d'archives:
Archives de l'Etat à Mons

Consultation et utilisation

CONDITIONS D'ACCÈS

Dans le respect de la réglementation en vigueur et sous réserve d'éventuelles modifications, les archives (hormis les registres de population, des étrangers et de l'état civil) de plus de 30 ans et ne contenant pas de données à caractère personnel sont librement consultables. Dans le cas d'archives de plus de 30 ans et contenant des données à caractère personnel, une autorisation du Collège communal est nécessaire. Cette autorisation n'est plus nécessaire lorsque les archives contenant des données à caractère personnel ont plus de 100 ans.

Les règles spécifiques de consultation des registres de la population et des registres des étrangers sont fixées de la manière suivante : les registres clôturés depuis plus de 120 ans sont librement consultables à des fins généalogiques ou historiques ou à d'autres fins scientifiques tandis que les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Seuls des extraits peuvent éventuellement être délivrés moyennant une autorisation écrite du Collège communal et dans le respect de la législation en vigueur.

CONDITIONS DE REPRODUCTION

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État. Pour le cas plus particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans.

Histoire du producteur et des archives

PRODUCTEUR D'ARCHIVES

NOM

Commune de Blaugies (1795-1976)

Autres producteurs :

Bureau de bienfaisance de Blaugies

Commission d'assistance publique de Blaugies

HISTORIQUE

La Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795), en vigueur lors de l'annexion par la France (1er octobre 1795), avait instauré des " municipalités de canton ". Entre 1795 et 1800, Blaugies dispose d'un agent municipal et d'un adjoint, chargés de l'administration des affaires purement locales. La réunion des agents municipaux à Thulin, chef-lieu du canton (après Quiévrain jusqu'en 1796), constitue la municipalité de canton. En application de la loi concernant la division du territoire de la République et l'administration du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), Blaugies devient une commune à part entière. En 1802, elle est intégrée dans le canton de justice de paix de Dour ¹.

La commune fait partie du département de Jemappes (1795-1814) puis de la province de Hainaut (sauf entre les arrêtés du 18 août 1814 et du 13 décembre 1815, période pendant laquelle elle est brièvement rattachée au département du Nord) ; de l'arrondissement administratif de Mons (de Douai entre le 18 août 1814 jusqu'au 13 décembre 1815), et de l'arrondissement judiciaire de Mons (de Douai entre 1814 et 1816). Blaugies constitue le chef-lieu du canton de milice à partir de 1817 et relève du canton de milice de Dour à partir de 1826 ².

Bien que l'agriculture et l'élevage constituent les principales activités économiques dans la commune, bon nombre d'habitants se sont tournés vers les charbonnages borains et les ateliers dourois. Une brasserie et une sucrerie fonctionnent également sur le territoire de la commune jusqu'à la première moitié du XXe siècle. Blaugies s'étend le long d'une route orientée Ouest-Est et est traversée par la ligne de chemin de fer reliant Erquennes à Fayt-le-Franc. Les établissements communaux se sont développés, dès le XIXe siècle, le long de l'axe routier principal, rue Grande. L'église gothique dédiée à saint Aubin et la maison communale voisine édifiée en 1821 constituent le centre de la vie paroissiale et civique de Blaugies. Longtemps laissée à l'abandon, une demeure seigneuriale a été réaménagée, à partir de 1954, en home afin d'accueillir la population vieillissante.

La population de la commune de Blaugies évolue comme suit : 1058 habitants en 1801, 1446 en 1846, 1308 en 1910, 1225 en 1961 et 1203 en 1976 pour une superficie de 822 hectares. Le 1er janvier 1977, la commune de Blaugies

1 VRIELINCK S., De territoriale indeling van België (1795-1963), Louvain, 2000, 3 volumes.

2 Idem, vol. 3, p. 1383.

est fusionnée avec les communes de Dour, Élouges et Wihéries pour former l'actuelle commune de Dour. La fusion forme une entité d'environ 18.499 habitants pour environ 3.320 hectares et est justifiée en ces termes dans le rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites : " Il s'agit d'un ensemble de communes rurales influencées par la frontière française et qui sont orientées normalement vers l'important centre de Dour. Blaugies, Élouges et Wihéries sont fortement polarisées par Dour, nœud des communications routières de ce secteur. Dour dispose déjà d'une infrastructure susceptible de répondre aux besoins des populations " ³.

COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités jette les bases de l'organisation municipale. Il fixe également le rôle qu'elles doivent remplir :

" Article 49. Les corps municipaux auront deux espèces de fonctions à remplir ; les unes propres au pouvoir municipal ; les autres, propres à l'administration générale de l'État, et déléguées par elle aux municipalités.

Article 50. Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives, sont : de régir les biens et revenus communs des villes, bourgs, paroisses et communautés ; de régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs ; de diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté ; d'administrer les établissements qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée ; de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

Article 51. Les fonctions propres à l'administration générale, qui peuvent être déléguées aux corps municipaux pour les exercer sous l'autorité des assemblées administratives, sont : la répartition des contributions directes entre les citoyens dont la communauté est composée ; la perception de ces contributions ; le versement de ces contributions dans les caisses du district ou du département ; la direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité ; la régie immédiate des établissements publics destinés à l'utilité générale ; la surveillance et l'agence nécessaires à la conservation des propriétés publiques ; l'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstructions des églises, presbytères, et autres objets relatifs au service du culte religieux ⁴.

Après l'indépendance de la Belgique, la Constitution belge du 7 février 1831 confie les intérêts exclusivement communaux à des conseils communaux élus directement, mais réserve le contrôle de leurs actes au Roi ou au pouvoir législatif, notamment pour empêcher qu'ils ne sortent de leurs attributions ou ne portent atteinte à l'intérêt général. La Constitution confie également aux

3 Arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites, Moniteur belge, 25 septembre 1975.

4 Pasinomie, 1re série, t. 1er, Lois françaises, Bruxelles, 1833, p. 66.

autorités communales la rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres. Enfin, le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir par des lois séparées à l'organisation provinciale et communale.

La loi communale du 30 mars 1836 constitue le fondement du droit communal belge contemporain. Constamment adaptée, certains de ses articles demeurent en vigueur dans la nouvelle loi communale (NLC) de 1988 et dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) de 2004.

ORGANISATION

La manière dont les communes sont organisées est déterminée par la loi communale du 30 mars 1836. Celle-ci prévoit l'existence d'un corps communal regroupant des conseillers, un bourgmestre et des échevins. Ils forment le Conseil communal. Le bourgmestre et les échevins, dont le mode de désignation a évolué au cours du temps, composent le Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal. À côté de ces fonctions politiques, chaque commune dispose d'un secrétaire et d'un receveur. Les commissaires de police et, dans certaines localités, les gardes champêtres se partagent les attributions en matière de police.

Les rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale donnent un aperçu de l'organisation de chaque administration communale. Une copie de ces rapports était envoyée au Gouvernement provincial. Enfin, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège constituent la source par excellence pour décrire l'organisation de la commune et son histoire. Notons que ces registres sont toujours conservés par la commune de Dour, raison pour laquelle ils ne sont pas repris dans le présent inventaire.

ARCHIVES

HISTORIQUE

L'article L1123-28 du CDLD dispose : " Le collège communal veille à la garde des archives et des titres ; il en dresse les inventaires en double expédition, ainsi que des chartes et autres documents anciens de la commune, et empêche qu'aucune pièce ne soit vendue ou distraite du dépôt ". Cette disposition reprend *mutatis mutandis* les dispositions de l'article 100 de la loi communale de 1836 (devenu l'article 132 de la NLC). Une circulaire ministérielle du 9 janvier 1839 précise que la maison communale est le lieu le plus propre au dépôt des archives communales. La loi du 24 juin 1955 relative aux archives place les archives des communes sous la surveillance de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués. Elles ne peuvent être détruites sans que la commune n'ait obtenu l'autorisation de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués.

La mise en œuvre de ces dispositions et les mesures de sauvegarde ou de gestion des archives sont rarement documentées. Cet aperçu se base donc sur

le dossier central de la commune de Dour constitué par les Archives de l'État⁵. Suite à la fusion, les archives des communes de l'entité ont transité par l'ancienne maison communale de Wihéries, où elles ont été classées selon la classification décimale nationale (CDN) ; les archives d'avant fusion des communes de Blaugies, d'Élouges et de Wihéries ont ainsi été triées et classées, en février 1979, par Norbert de Cock et Marc Jehansart, classeurs de l'UVCB (Union des Villes et Communes Belges). Vu la faible quantité d'archives subsistant pour le XIXe siècle, voire jusqu'à la période de l'entre-deux-guerres, nous pouvons supposer que les tris effectués à cette occasion ont été fort importants. En 1990, les archives de l'entité sont transférées dans le nouveau complexe administratif de la commune de Dour, sis au n° 1 de la Grand-Place ; elles y occupent deux locaux au sous-sol. Dans la foulée de ce transfert, les archives d'avant fusion de la commune de Dour sont inventoriées ; un inventaire des archives d'après fusion de Dour est également produit en 1997. Plus récemment, nous disposons du rapport d'inspection et de mesurage dressé par les Archives de l'État. L'inspection, menée par l'archiviste inspecteur Claude Depauw, le 12 août 1999, s'est révélée positive et n'a appelé aucune remarque particulière, l'état des archives étant jugé excellent. En date du 7 mars 2019, la commune de Dour a signé une convention de partenariat avec les Archives de l'État. Celle-ci charge l'équipe du projet " Archives locales de Wallonie " de préparer le dépôt des fonds communaux antérieurs à la fusion en procédant à un tri et en rédigeant les inventaires. C'est également dans le cadre de cette collaboration que des archives postérieures à 1976 sans plus d'utilité administrative ou juridique et sans intérêt historique ont été détruites en parfaite concertation avec les différents services communaux et avec l'autorisation de l'archiviste général du Royaume.

ACQUISITION

Les archives communales ont été déposées par la commune de Dour suivant contrat de dépôt du 17 septembre 2019. Le dépôt a été inscrit au registre des acquisitions des Archives de l'État à Mons le 25 et 29 avril 2019 sous le n° 2543. Certaines archives du Bureau de bienfaisance de Blaugies et de la Commission d'assistance publique de Blaugies ont par ailleurs été déposées par le CPAS de Dour suivant contrat de dépôt du 27 juin 2018 ; le dépôt a été inscrit au registre des acquisitions des Archives de l'État à Mons le 4 mai 2018 sous le n° 2496. Considérant leur nombre limité et la présence de copies dans le fonds d'archives de la commune, celles-ci ont été intégrées au présent instrument.

5 ARCHIVES DE L'ÉTAT À MONS, Dossiers centraux, dossier " Commune de Dour ".

Contenu et structure

CONTENU

Les archives décrites dans cet inventaire ont trait au fonctionnement et aux activités de la commune de Blaugies avant 1977. Les documents antérieurs à la première moitié du XXe siècle concernent essentiellement l'administration, l'organisation et la fiscalité communale. Une partie importante des archives concerne les dossiers relatifs à la construction de bâtiments scolaires et à la rénovation de l'église Saint-Aubin ⁶. Le fonds contient également les registres de population ouverts en 1847 et continués jusqu'en 1900 ⁷. De même, les archives de Blaugies sont riches de pièces relatives aux affaires militaires, telles que des listes nominatives d'anciens combattants des Première et Seconde Guerres mondiales ⁸ ainsi que les listes de levées de milice de 1900 à 1950 ⁹.

Procédons par grandes séries d'archives :

CONSEIL COMMUNAL ET COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

On appelle Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal la réunion des bourgmestre et échevins chargés de l'administration de chaque commune. Le bourgmestre et les échevins, agissant ensemble et indivisément, procèdent par voie de délibération. Ils constituent un corps délibérant du pouvoir exécutif et non pas un pouvoir délibérant législatif, tel que l'est le Conseil communal. Les actes posés par le Collège ne font généralement qu'administrer, exécuter ou appliquer les lois et règlements à des cas particuliers ou à des individus déterminés, sauf le droit de réglementation résultant d'une délégation. Toutes les décisions importantes prises par le Collège et les délibérations du Conseil sont consignées dans deux séries de registres. Ces registres aux délibérations permettent normalement de suivre l'évolution de la politique locale et la gestion des affaires communales, depuis les premières années du XIXe siècle jusqu'à nos jours. Comme évoqué *supra*, ces registres n'ont pas été déposés aux Archives de l'État, la commune de Dour en demeurant seule détentrice et raison pour laquelle ils ne figurent pas dans le présent inventaire.

FINANCES ET FISCALITÉ

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite, une comptabilité

6 Consulter les n° 440 et 447-449 du présent inventaire.

7 Consulter les n° 177 à 184 du présent inventaire.

8 Consulter les n° 337 et 338 du présent inventaire.

9 Consulter les n° 280-297 et 301-327 du présent inventaire.

précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats, factures et mandats de paiement de toute nature. Les pièces justificatives aux comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des finances communales.

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

PATRIMOINE

Le patrimoine communal se compose de nombreux biens immobiliers divers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange, à l'expropriation ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. En règle générale, les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

ETAT CIVIL

L'état civil a été institué en France par décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, l'officier de l'état civil consigne dans des registres distincts tenus en double les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages. L'officier de l'état civil clôture ses registres en fin d'année et transmet un exemplaire au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement, avec le registre aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. L'exemplaire communal est encore aujourd'hui conservé par la commune afin d'éviter la présence dans le même bâtiment des deux exemplaires.

POPULATION

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès. Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, le conseil provincial, le conseil communal, les conseils de prud'hommes, les conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc. Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socioéconomiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire). La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1er de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres obligatoires sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. Enfin, les règlements imposent la confection d'un index ou répertoire des noms des habitants. Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

ELECTIONS

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux. L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges communaux. La teneur des listes électorales varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur base de leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité

mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises aux cours et tribunaux.

AFFAIRES MILITAIRES

C'est sur base des registres de l'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet sont généralement conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent au niveau provincial ou national.

TRAVAUX PUBLICS

La commune s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, les voiries ou les bâtiments publics communaux soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable, l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone ou de la télédistribution constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

ENSEIGNEMENT

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIXe et XXe siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'écoliers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

BIENFAISANCE OU ASSISTANCE PUBLIQUE

Dès le début du XIXe siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance

spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux bureaux créés en 1800 succèdent les commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus centres publics d'action sociale en 2004.

CULTE

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe alors une place prépondérante. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou une partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, connues sous le nom de fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la majorité des églises appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIXe et XXe siècles.

LANGUES ET ÉCRITURE DES DOCUMENTS

Toutes les pièces sont en français.

SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Le tri a été effectué conformément aux directives suivantes :

MARÉCHAL Griet. *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 1 : *État civil, population, milice, finances*.

Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 1988. *Miscellanea Archivistica Studia*, 1.

MARÉCHAL Griet. *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 2 et 3. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 2005. *Miscellanea Archivistica Manuale*, 52 et 53.

PLISNIER Flore. *Archives produites par les communes wallonnes (excepté les communes de la Communauté germanophone)*. Bruxelles : Archives générales

du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 2019. Tableaux de gestion et tableaux de tri, 252.

ACCROISSEMENTS/COMPLÉMENTS

Le fonds est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État. Les principales exceptions sont les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège échevinal, les permis d'urbanisme, les registres de l'état civil et les atlas des cours d'eau non navigables ni flottables et des chemins vicinaux. Ces deux derniers documents sont du reste désormais consultables sur le Géoportail de la Wallonie ¹⁰. L'absence de dépôt s'explique, d'une part, par leur utilité administrative pour les services communaux et, d'autre part, par l'existence d'un double de l'état civil (exemplaire venant du greffe du tribunal de première instance) et des permis de bâtir (exemplaire venant de l'Administration de l'Urbanisme) aux Archives de l'État. Notons toutefois que les séries relatives aux permis de bâtir se révèlent toutefois très lacunaires.

MODE DE CLASSEMENT

Les archives de la commune étaient partiellement classées selon le système de classification décimale universelle (CDU). Ce type de catalogage ne convient cependant pas pour les archives définitives pour les raisons suivantes : Ce classement par sujet a un caractère artificiel. Outre le fait qu'il soit subjectif (choisir un seul élément du contenu est une opération souvent hasardeuse), ce catalogage effectué à posteriori est distinct de l'organisation initiale des archives, organisation reflétant le fonctionnement des services. Ce classement est contraire au principe de respect de la structure du fonds d'archives, de l'ordre organique résultant du traitement administratif ¹¹. Ainsi par exemple, pour les archives relatives aux bâtiments communaux servant à l'enseignement, ces dossiers ont-ils initialement été produits et traités par le service communal des travaux ou le service communal en charge de l'enseignement ? Il n'est plus possible de le dire et nous avons dû faire des choix de manière arbitraire. L'authenticité et l'intégrité des dossiers tels qu'initialement constitués ne pourront plus être établies avec certitude. Les descriptions contenues dans ce type de classement ont un caractère peu détaillé qui ne répond en aucun cas aux normes archivistiques internationales en vigueur pour la réalisation d'instruments de recherche (principalement la norme ISAD(G)). Ainsi, les dates extrêmes des dossiers étaient-elles rarement indiquées. Les archives n'ont fait l'objet d'aucun tri préalable à leur classement.

10 <http://geoportail.wallonie.be>.

11 En archivistique, la règle suivante est fondamentale : les dossiers (qui constituent en général une unité archivistique) sont uniquement constitués par le producteur d'archives, et non pas par l'archiviste. Dans le cas présent, il n'est généralement pas possible de déterminer si les dossiers ont été constitués par les services communaux ou a posteriori, lors de leur " archivage ", par une personne étrangère au service.

Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne ¹². Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :

I. Généralités

II. Organisation et personnel

III. Patrimoine

IV. Finances et fiscalité

V. État civil

VI. Population

VII. Élections

VIII. Affaires militaires et guerres

IX. Ordre et sécurité publics

X. Santé publique

XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme

XII. Enseignement

XIII. Culture, sports et divertissements

XIV. Vie économique

XV. Affaires sociales et réglementation du travail

XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique

XVII. Relations avec les cultes reconnus

Les rubriques ont été adaptées au fonds d'archives selon les besoins spécifiques. Sous une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été classées dans l'ordre chronologique.

12 GADEYNE G., Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795 - ca 1977), Bruxelles, 1997 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 18).

Description des séries et des éléments

I. GÉNÉRALITÉS

A. CONSEIL COMMUNAL

1 - 7 RAPPORTS ANNUELS SUR L'ADMINISTRATION ET LA SITUATION DES AFFAIRES DE LA COMMUNE. 1838-1853, 1868-1908.

1	1838, 1840, 1842, 1846-1849.	1 chemise
2	1851-1853.	1 chemise
3	1868-1870.	1 chemise
4	1870-1879.	1 chemise
5	1880-1888.	1 chemise
6	1890, 1894-1899.	1 chemise
7	1900-1908.	1 chemise

B. RÉPERTOIRE DES ACTES

8 - 11 REGISTRES D'INSCRIPTION DES ACTES DE L'ADMINISTRATION COMMUNALE. 1890-1912, 1921-1940.

8	7 octobre 1890 - 3 juillet 1896.	1 cahier
9	28 juillet 1896 - 5 octobre 1904.	1 cahier
10	1er avril 1905 - 3 juillet 1912.	1 cahier
11	7 janvier 1921 - 10 janvier 1940.	1 cahier

C. CORRESPONDANCE GÉNÉRALE

12 - 23 REGISTRES DE LA CORRESPONDANCE SORTANTE. 1834-1934.

12	8 janvier 1834 - 18 mars 1837.	1 volume
13	3 novembre 1836 - 26 août 1842.	1 volume
14	5 août 1842 - 29 décembre 1847.	1 volume
15	1er janvier 1848 - 17 novembre 1852.	1 volume
16	18 novembre 1852 - 28 juin 1858.	1 volume
17	28 juin 1859 - 13 avril 1868.	1 volume
18	13 avril 1868 - 7 juillet 1877.	1 volume
19	11 juillet 1877 - 18 janvier 1886.	1 volume
20	23 janvier 1886 - 25 octobre 1895.	1 volume
21	28 octobre 1895 - 30 décembre 1910.	1 volume
22	6 mars 1927 - 1er septembre 1931.	1 volume
23	22 janvier 1931 - 14 avril 1934.	1 volume
24	24 - 35 REGISTRES-INDICATEURS DE LA CORRESPONDANCE. 1931-1976. 1931-1937.	1 volume
25	1937-1941.	

		1 volume
26	1941-1945.	1 volume
27	1945-1946.	1 volume
28	1950-1955.	1 volume
29	1955-1957.	1 volume
30	1957-1959.	1 volume
31	1964-1967.	1 volume
32	1966-1967.	1 volume
33	1967-1969.	1 volume
34	1972-1974.	1 volume
35	1974-1976.	1 volume
36	36 - 37 CORRESPONDANCE ENTRANTE ET SORTANTE. 1964-1976. 1964-1972.	1 liasse
37	1973-1976.	1 chemise

II. ORGANISATION ET PERSONNEL

A. LA COMMUNE EN TANT QU'ENTITÉ ADMINISTRATIVE

- 38 Enquête du Comité Hannonia sur la commune. 1928. 1 chemise
- 39 Dossier relatif à l'avant-projet de plan d'aménagement du secteur de Mons-Borinage. 1969-1976. 1 chemise
- 40 Dossier relatif à la fusion des communes. 1973-1975. 1 chemise
- 41 Listes des chefs de famille, classés par rue. [3e quart du XXe siècle]. 1 chemise
- 42 Liste des rues. [XXe siècle]. 3 pièces

B. ORGANISATION ET MEMBRES DES ORGANES POLITIQUES

- 43 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs aux installations et aux nominations des conseillers. 1952-1971. 1 chemise

C. ARCHIVES

- 44 Inventaires des archives de l'administration communale. 1833-1855, (1975). 1 chemise

D. PERSONNEL DES SERVICES

1. DOSSIERS DU PERSONNEL ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

- 45 45 - 46 DOSSIERS INDIVIDUELS DES RECEVEURS. 1891-1948. Abrassart Paul. 1891- 1949. 1 liasse
- 46 Castermant Arthur. 1947-1948. 1 chemise

*47 - 48 DOSSIERS INDIVIDUELS DES SECRÉTAIRES COMMUNAUX.
1892-1970.*

- 47 Miroir Hector. 1892-1953. 1 liasse
- 48 Transon Jacques. 1948-1970. 1 liasse

*49 - 52 DOSSIERS INDIVIDUELS DES GARDES CHAMPÊTRES. 1922-
1974.*

- 49 Anderlin Simon. 1957-1958. 1 chemise
- 50 Cliquet Albert. 1941-1974. 1 chemise
- 51 Mahieu Armand. 1925-1960. 1 chemise
- 52 Stiévenart Jules. 1922-1931. 1 chemise

*53 - 54 DOSSIERS INDIVIDUELS D'EMPLOYÉS AU RAVITAILLEMENT.
1945-1947.*

- 53 Blondeaux Aimé. 1945-1947. 1 chemise
- 54 Bracq Fernand. 1945. 1 chemise

2. DOSSIERS DU PERSONNEL ENSEIGNANT

*55 - 71 DOSSIERS INDIVIDUELS DU PERSONNEL ENSEIGNANT.
1844-1976.*

- 55 Abrassart Augustin. 1844-1854. 1 chemise
- 56 Boulard Lydie. 1906. 1 chemise
- 57 Carlier Raphaël. 1936. 1 chemise
- 58 Colin Alida. 1887-1944.

		1 chemise
59	Colin Jules. 1923-1969.	1 chemise
60	Dereume-Abrassart Marthe. 1927-1962.	1 chemise
61	Descamps Louis. 1857-1868.	1 chemise
62	Dosse Alcide. 1930-1966.	1 chemise
63	Gobert Adrienne. 1931-1976.	1 chemise
64	Gobert Fernand. 1902-1938.	1 chemise
65	Jonas Marius. 1936-1953.	1 chemise
66	Lebourg Jules. 1930-1935.	1 chemise
67	Lheureux Albert. 1931-1936.	1 chemise
68	Moulin Eugène. 1895-1936.	1 chemise
69	Moyen Paul. 1919-1939.	1 chemise
70	Vallée Joseph. 1882-1923.	1 chemise
71	Wattecamps Irma. 1886-1927.	1 chemise

III. PATRIMOINE

*72 - 73 BAUX DE LOCATION DE BIENS IMMOBILIERS APPARTENANT
À LA COMMUNE. 1797, 1805.*

- | | | |
|-----------|--|-----------|
| 72 | 26 mai 1797 (27 floréal an V). | 1 cahier |
| 73 | 28 janvier 1805 (8 pluviôse an XIII). | 1 cahier |
| 74 | Dossier relatif aux remboursements de rentes. 1896-1935. | 1 chemise |

IV. ÉTAT CIVIL

A. REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL ET TABLES

75 - 76 REGISTRES DES NAISSANCES ET DES DÉCÈS SURVENUS
DANS UNE AUTRE COMMUNE. 1955-1976.

- 75 1955-1963. 1 volume
- 76 1964-1976. 1 volume

B. CIMETIÈRES ET FUNÉRAILLES

77 - 80 REGISTRES DES INHUMATIONS. 1893-1972.
1893-1928.

- 77 1893-1928. 1 volume
- 78 1928-1935. 1 volume
- 79 1935-1955. 1 volume
- 80 1955-1972. 1 volume
- 81 Dossier relatif aux autorisations de déplacement de corps pour une inhumation dans une autre commune. 1928-1976. 1 liasse
- 82 Procès-verbaux d'exhumations et de réinhumations. 1947-1976. 1 liasse
- 83 Dossier relatif aux transports funèbres. 1966-1976. 1 chemise
- 84 Règlement sur le cimetière. 1971-1975. 1 chemise

C. AUTRES DOCUMENTS

- 85 Dossier relatif aux célébrations organisées par la commune pour fêter les noces d'or des habitants. 1935-1974. 1 chemise

86

Dossiers relatif aux adoptions. 1967-1976.

1 chemise

V. FINANCES ET FISCALITÉ

A. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

1. BUDGETS ET ANNEXES

87 - 102 BUDGETS ANNUELS. 1884-1976.
1884-1889.

87		1 liasse
88	1890-1899.	1 liasse
89	1900-1909.	1 liasse
90	1910-1914.	1 liasse
91	1915-1919.	1 liasse
92	1920-1924.	1 liasse
93	1925-1929.	1 liasse
94	1930-1934.	1 liasse
95	1935-1939.	1 liasse
96	1940-1944.	1 liasse
97	1945-1949.	1 liasse
98	1950-1954.	1 liasse
99	1955-1959.	1 liasse
100	1960-1964.	

		1 liasse
101	1965-1969.	1 liasse
102	1970-1976.	1 liasse
2. REGISTRES DE COMPTABILITÉ		
<i>103 - 114 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DES DÉPENSES.</i>		
103	1949-1962. 1949.	1 chemise
104	1950.	1 chemise
105	1951.	1 chemise
106	1952.	1 chemise
107	1953.	1 chemise
108	1954.	1 chemise
109	1955.	1 chemise
110	1956.	1 chemise
111	1958.	1 chemise
112	1960.	1 chemise
113	1961.	1 chemise
114	1962.	1 chemise

115	3. EMPRUNTS Registre des emprunts à long terme. 1970-1976.	1 volume
116	Registre auxiliaire des emprunts. 1956-1961.	1 volume
117	Correspondance avec le Crédit communal de Belgique relative aux emprunts 1961-1975.	1 chemise

B. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR

1. REGISTRES DE COMPTABILITÉ

118 - 130 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DES DÉPENSES. 1964-1976.

118	1964.	1 liasse
119	1965.	1 liasse
120	1966.	1 liasse
121	1967.	1 liasse
122	1968.	1 liasse
123	1969.	1 liasse
124	1970.	1 liasse
125	1971.	1 liasse
126	1972.	1 liasse
127	1973.	1 liasse

		1 liasse
128	1974.	1 liasse
129	1975.	1 liasse
130	1976.	1 liasse
2. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES		
131	<i>131 - 143 COMPTES ANNUELS. 1884-1974.</i> 1884-1889.	1 liasse
132	1890-1899.	1 liasse
133	1900-1909.	1 liasse
134	1910-1919.	1 liasse
135	1920-1929.	1 liasse
136	1930-1939.	1 liasse
137	1940-1944.	1 liasse
138	1945-1949.	1 liasse
139	1950-1954.	1 liasse
140	1955-1959.	1 liasse
141	1960-1964.	1 liasse

142	1965-1969.	1 liasse
143	1970-1974.	1 liasse
144	<i>144 - 162 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES. 1959-1972.</i> 1959.	1 liasse
145	1960.	1 liasse
146	1961.	1 liasse
147	147 - 148 1962 1re partie.	1 liasse
148	2de partie.	1 liasse
149	1963.	1 liasse
150	1964.	1 liasse
151	1965.	1 liasse
152	1966.	1 liasse
153	1967.	1 liasse
154	154 - 155 1968 1re partie.	1 liasse
155	2de partie.	1 liasse

156	1969.	1 liasse
157	1970.	1 liasse
158	1971.	1 liasse
159	1972.	1 liasse
160	160 - 162 1976 1re partie.	1 liasse
161	2e partie.	1 liasse
162	3e partie.	1 liasse
163	3. REGISTRES DE COMPTABILITÉ, COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES DES AGENTS SPÉCIAUX DE RECETTES Recours public des mayeurs et échevins du village de Blaugies relatif à la collecte et recette des vingtièmes du lieu-dit " Waressaix ". 6 novembre 1793.	1 pièce
164	4. ENTRÉE EN FONCTION DU RECEVEUR Compte de fin de gestion rendu par les héritiers de Frans Eylenbosch à Georges Lemaire. 1955.	1 cahier
<i>C. IMPOSITIONS ET TAXES COMMUNALES</i>		
165	165 - 175 RÔLES DE TAXES COMMUNALES. 1964-1976. Inhumations. 1964-1975.	1 cahier
166	Débts de tabac. 1966-1976.	1 chemise
167	Débts de boisson. 1966-1976.	

		1 chemise
168	Enlèvement des immondices. 1967-1976.	1 liasse
169	Force motrice et personnel occupé. 1967-1976.	1 chemise
170	Raccordements à l'égout. 1967-1975.	1 liasse
171	Pompes à essence. 1968-1976.	1 chemise
172	Agences hippiques officielles. 1972.	1 pièce
173	Cyclomoteurs. 1972.	1 pièce
174	Séjour dans la commune. 1973.	1 chemise
175	Secondes résidences. 1975-1976.	1 chemise
176	<i>D. DÉPÔT DE L'ADMINISTRATION DU CADASTRE</i> Dossier relatif aux travaux de péréquation générale des revenus cadastraux. 1955-1956.	1 chemise

VI. POPULATION

A. REGISTRES ET MOUVEMENTS DE LA POPULATION

177 - 184 REGISTRES DE POPULATION. 1847-1900.

177	177 - 178 1847-1866. Volume 1.	1 volume
178	Volume 2.	1 volume
179	179 - 180 1867-1880. Volume 1 (fol. 1-199).	1 volume
180	Volume 2 (fol. 200-398).	1 volume
181	181 - 182 1881-1890. Volume 1 (fol. 1-204).	1 volume
182	Volume 2 (fol. 205-463).	1 volume
183	183 - 184 1891-1900. Volume 1 (sections A-C).	1 volume
184	Volume 2 (sections C-F).	1 volume
185	185 - 230 RELEVÉS GÉNÉRAUX DES MOUVEMENTS DE LA POPULATION. 1931-1976. 1931.	1 chemise
186	1932.	1 chemise
187	1933.	

		1 chemise
188	1934.	1 chemise
189	1935.	1 chemise
190	1936.	1 chemise
191	1937.	1 chemise
192	1938.	1 chemise
193	1939.	1 chemise
194	1940.	1 chemise
195	1941.	1 chemise
196	1942.	1 chemise
197	1943.	1 chemise
198	1944.	1 chemise
199	1945.	1 chemise
200	1946.	1 chemise
201	1947.	1 chemise
202	1948.	1 chemise
203	1949.	1 chemise

204	1950.	1 chemise
205	1951.	1 chemise
206	1952.	1 chemise
207	1953.	1 chemise
208	1954.	1 chemise
209	1955.	1 chemise
210	1956.	1 chemise
211	1957.	1 chemise
212	1958.	1 chemise
213	1959.	1 chemise
214	1960.	1 chemise
215	1961.	1 chemise
216	1962.	1 chemise
217	1963.	1 chemise
218	1964.	1 chemise
219	1965.	1 chemise

220	1966.	1 chemise
221	1967.	1 chemise
222	1968.	1 chemise
223	1969.	1 chemise
224	1970.	1 chemise
225	1971.	1 chemise
226	1972.	1 chemise
227	1973.	1 chemise
228	1974.	1 chemise
229	1975.	1 chemise
230	1976.	1 chemise

B. RECENSEMENTS ET AUTRES ÉTATS DE LA POPULATION

231 - 234 RECENSEMENTS GÉNÉRAUX DE LA POPULATION. 1961, 1970.

231	<i>231 - 232 AU 31 DÉCEMBRE 1961.</i> Bulletins de ménage.	1 liasse
232	Bulletins individuels.	1 chemise

233	233 - 234 AU 31 DÉCEMBRE 1970. Bulletins de ménage.	1 liasse
234	Résultats publiés par l'Institut national de Statistique.	1 liasse
<i>C. ÉTRANGERS</i>		
235	235 - 238 REGISTRES DES ÉTRANGERS. 1952-1976. 1952-1961.	1 volume
236	1952-1955.	1 volume
237	1955-1961.	1 volume
238	1962-1976.	1 volume
239	Permis de travail. 1950-1969.	1 chemise
240	Registre de contrôle des cartes de séjour de ressortissant d'un État membre de la CEE. 1971-1976.	1 cahier

VII. ÉLECTIONS

A. LISTES ÉLECTORALES ET LISTES DÉRIVÉES

241	241 - 266 LISTES ÉLECTORALES. 1903-1976. 1903-1904.	1 cahier
242	1908-1909.	1 cahier
243	1912-1913.	1 cahier
244	1915-1916.	1 cahier
245	1920-1921.	1 cahier
246	1921-1922.	1 cahier
247	1924-1925.	1 cahier
248	1925-1926.	1 cahier
249	1929-1930.	1 cahier
250	1933-1935.	1 cahier
251	1936-1938.	1 cahier
252	1938-1944.	1 cahier
253	1946-1948.	1 cahier
254	1948-1950.	1 cahier

255	1952-1954.	1 cahier
256	1954-1956.	1 cahier
257	1956-1958.	1 cahier
258	1958-1960.	1 cahier
259	1960-1962.	1 cahier
260	1962-1964.	1 cahier
261	1964-1966.	1 cahier
262	1966-1968.	1 cahier
263	1969-1971.	1 cahier
264	1970-1972.	1 cahier
265	1972-1974.	1 cahier
266	1974-1976.	1 cahier
267	Listes des électeurs consulaires. 1931-1940.	1 chemise

B. DOSSIERS DES ÉLECTIONS

268	268 - 275 DOSSIERS RELATIFS AUX ÉLECTIONS COMMUNALES. 1907, 1921, 1926-1927, 1932-1933, 1939, 1947. 1907.	1pièce
269	1921.	

		1 chemise
270	1926.	1 chemise
271	1927.	1 chemise
272	1932.	1 chemise
273	1933.	1 chemise
274	1939.	1 chemise
275	1947.	1 chemise
276	Procès-verbaux d'élections. 1911-1970.	1 chemise
277	Listes électorales pour le Conseil de Prud'hommes et les Tribunaux de Commerce. 1927-1956.	1 chemise
278	Listes des jurés pour la Cour d'Assises. 1948-1973.	1 chemise
279	Dossier relatif à la consultation populaire sur la question royale. 1950.	1 chemise

VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

A. MILICE ET VOLONTAIRES (1817-1976)

1. 1817-1923

280 - 297 DOSSIERS DE LEVÉES DE MILICE. 1900-1923.
1900.

280		1 chemise
281	1901.	1 chemise
282	1902.	1 chemise
283	1903.	1 chemise
284	1904.	1 chemise
285	1905.	1 chemise
286	1906.	1 chemise
287	1907.	1 chemise
288	1914.	1 chemise
289	1915.	1 chemise
290	1916.	1 chemise
291	1917.	1 chemise
292	1918.	1 chemise
293	1919.	1 chemise

		1 chemise
294	1920.	1 chemise
295	1921.	1 chemise
296	1922.	1 chemise
297	1923.	1 chemise
	<i>298 - 300 REGISTRES DES MILITAIRES EN CONGÉ ILLIMITÉ. 1904-1937.</i>	
298	1904-1924.	1 cahier
299	1905-1919.	1 cahier
300	1906-1937.	1 volume
	2. 1924-1976	
	<i>301 - 327 DOSSIERS DE LEVÉES DE MILICE. 1924-1950.</i>	
301	1924.	1 chemise
302	1925.	1 chemise
303	1926.	1 chemise
304	1927.	1 chemise
305	1928.	1 chemise
306	1929.	1 chemise

307	1930.	1 chemise
308	1931.	1 chemise
309	1932.	1 chemise
310	1933.	1 chemise
311	1934.	1 chemise
312	1935.	1 chemise
313	1936.	1 chemise
314	1937.	1 chemise
315	1938.	1 chemise
316	1939.	1 chemise
317	1940.	1 chemise
318	1941.	1 chemise
319	1942.	1 chemise
320	1943.	1 chemise
321	1944.	1 chemise
322	1945.	1 chemise
323	1946.	

		1 chemise
324	1947.	1 chemise
325	1948.	1 chemise
326	1949.	1 chemise
327	1950.	1 chemise
328	Registre des militaires en congé illimité. 1938.	1 volume
329	Fiches nominatives des miliciens. 1949-1958.	1 liasse
	<i>330 - 332 REGISTRES DES DEMANDES D'INDEMNITÉ DE MILICE. 1954-1958. 1954-1960.</i>	
330		1 cahier
331	1954-1962.	1 cahier
332	1951-1958.	1 cahier
	<i>B. GARDE CIVIQUE (1830-1921)</i>	
	333 - 335 REGISTRES D'INSCRIPTION DE LA GARDE CIVIQUE. 1837-1848, 1866-1897, 1900-1909.	
333	1837-1848.	1 chemise
334	1866-1897.	1 volume
335	1900-1909.	1 chemise

-
- 336** *C. GUERRES ET CONSÉQUENCES*
Dossier relatif aux décorations militaires attribuées aux habitants.
1912-1955.
1 chemise
- 337** 337 - 338 LISTES DES COMBATTANTS ET DES DÉPORTÉS. 1914-
1918, 1940-1945, 1969.
1914-1918, 1969.
1 chemise
- 338** 1940-1945, 1969.
1 chemise
- 339** Dossier relatif aux faits de guerre et aux inhumations des victimes.
1940-1949.
1 chemise
- 340** Listes des prisonniers de guerre. 1942, 1969.
1 chemise
- 341** Registre des sinistrés, réfugiés et évacués. 1944.
1 cahier
- 342** États de créances des sépultures militaires. 1946-1971.
1 chemise
- 343** 343 - 344 ATTESTATIONS DE RECONNAISSANCE DU STATUT DE
COMBATTANT. 1947-1969.
Résistants. 1947-1969.
1 chemise
- 344** Réfractaires. 1950-1969.
1 chemise
- 345** Diplôme attribué à Jules-Arthur Cantineau, prisonnier politique.
1969.
1 pièce
- 346** Dossier relatif à l'inauguration d'un monument dédié aux anciens
combattants. 1969.
1 chemise

IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS

A. POLICE

1. GÉNÉRALITÉS

347 - 356 RÈGLEMENTS DE POLICE. 1943-1976.

- | | | |
|-----|---|-----------|
| 347 | Déblaiement des neiges. 1943, 1970. | 1 chemise |
| 348 | Transports funèbres. 1947-1949. | 1 chemise |
| 349 | Curage des rigoles et servitudes d'écoulement d'eau. 1948, 1968. | 1 chemise |
| 350 | Fosses septiques et d'aisance, à fumier et purin. 1952-1953. | 1 chemise |
| 351 | Propreté et salubrité de la voie publique. 1964-1972. | 1 chemise |
| 352 | Tapage diurne et nocturne. 1969-1972. | 1 chemise |
| 353 | Lutte contre la cruauté envers les animaux. 1972. | 1 chemise |
| 354 | Machines de jeux. 1972-1973. | 1 chemise |
| 355 | Prévention des incendies dans les dancings. 1972-1976. | 1 chemise |
| 356 | Restriction à la consommation d'eau de distribution en raison de la sécheresse. 1975-1976. | 1 chemise |
| | <h4>2. ÉQUIPEMENT</h4> | |
| 357 | Dossier relatif à l'habillement des gardes champêtres. 1933-1942. | 1 chemise |
| | <h4>3. MISSIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE CONCERNANT LA TRANQUILLITÉ ET L'ORDRE PUBLICS</h4> | |
| 358 | Dossier relatif aux balances et autres outils de pesage appartenant | |

	à la commune. 1906-1976.	1 chemise
359	Registre-matricule des colombiers. 1924-1954.	1 volume
360	Dossier relatif aux agréments des gardes particuliers. 1936-1972.	1 chemise
361	Règlement d'interdiction de lâcher les pigeons non concurrents en période de concours colombophiles. 1948.	2 pièces
362	Dossier relatif à la vérification bisannuelle des poids, mesures et instruments de pesage. 1957-1973.	1 chemise
363	<i>B. SERVICE D'INCENDIE</i> Pièces relatives aux cotisations annuelles pour l'affiliation au service incendie. 1956-1976.	1 chemise
364	364 - 366 RAPPORTS D'INTERVENTIONS. 1973-1976. Interventions générales. 1973-1976.	1 chemise
365	Au local de la fanfare. 1975.	1 chemise
366	Au local paroissial " Chez nous ". 1976.	1 chemise

X. SANTÉ PUBLIQUE

A. SERVICES COMMUNAUX

1. SERVICE COMMUNAL DE SANTÉ

367 Dossier relatif à la constitution du centre intercommunal de santé " Hyacinth Harmegnies ". 1964-1965. 1 chemise

2. INSPECTION MÉDICALE SCOLAIRE

368 Dossier relatif à l'inspection médicale scolaire. 1948. 1 chemise

3. ABATTOIR COMMUNAL

369 - 371 *RÉCÉPISSÉS DES DÉCLARATIONS D'ABATTAGE D'ANIMAUX NON-SOUMIS À L'EXPERTISE. 1970-1976.* 1970-1972. 1 cahier

370 1972-1974. 1 cahier

371 1974-1976. 1 cahier

372 Registre d'inspection des viandes de boucherie. 1953. 1 cahier

4. SERVICE COMMUNAL DE VIDANGE ET DE NETTOYAGE / IMMONDICES

373 Dossier relatif à l'enlèvement des immondices. 1965-1976. 1 chemise

B. EXÉCUTION DES TÂCHES COMMUNALES

1. LUTTE CONTRE LES MALADIES ÉPIDÉMIQUES

374 Dossiers relatifs aux dépistages de maladies épidémiques. 1956-1971. 1 chemise

2. SURVEILLANCE SANITAIRE, SÉCURITÉ ET HYGIÈNE DE
L'AGRICULTURE ET DE LA SYLVICULTURE, DE L'INDUSTRIE, DES
MÉTIERS ET DU COMMERCE

375 Dossier relatif au dévarronnage bovin. 1955-1958. 1 chemise

3. CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET
INCOMMODES

*376 - 399 DOSSIERS RELATIFS AUX ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX,
INSALUBRES ET INCOMMODES. 1921-1976.*

376 Installation et mise en service d'une cabine de transformation de la
SA Intercom, rue Trieu Jean Sart. 1921-1969. 1 chemise

377 Four de boulanger d'Émile Frappart, rue Grande, 111. 1946-1947. 1 chemise

378 Dépôts d'essence. 1950, 1954-1955, 1961-1962, 1968, 1972. 1 chemise

379 379 - 383 Menuiseries. 1951-1952, 1961, 1970-1972.
René Colin, rue Canarderie, 15. 1951-1952. 1 chemise

380 Georges Carion, rue Palis, 11. 1961. 1 chemise

381 Gilbert Cordier, rue Grande, 87. 1970-1971. 1 chemise

382 Marcel Guéry, rue Grande, 169. 1971-1972. 1 chemise

383 Marcel Guéry, rue des Vainqueurs, 1. 1971-1972. 1 chemise

384 Dépôt de gaz et atelier de menuiserie mécanique de l'ASBL "
l'Entr'aide protestante ", rue Grande, 75. 1955-1956. 1 chemise

385 385 - 386 Boucheries. 1955-1956, 1960, 1970-1972.
Joseph Levecq, rue Grande, 90. 1955-1956, 1970-1972. 1 chemise

-
- 386 Jacques Mahieu, rue Grande, 30bis. 1960. 1 chemise
- 387 Dépôts de gaz. 1962-1976. 1 liasse
- 388 Dépôt de cuirs et peaux non-tannés du " Syndicat des Bouchers de Dour et environs ", sur la parcelle cadastrée section A, n° 247g. 1962-1968.
- 389 389 - 390 Salons de coiffure. 1963, 1973.
Yvette Abrassart, rue Grande, 86. 1963, 1973. 1 chemise
- 390 Monique Descamps, rue Grande, 160. 1973. 1 chemise
- 391 Élevage de volailles de Gaston Delmaere, rue du Coron, 218. 1965. 1 chemise
- 392 Écurie de Jacques Féron, rue Grande, 119. 1971-1972. 1 chemise
- 393 Porcherie de Daniel Delanoy, rue Basse, 11. 1971, 1977. 1 chemise
- 394 Chambre funéraire du home " la Bienvenue ", rue Grande, 75. 1973. 1 chemise
- 395 Moulin et aplatisseur de Jules Depoortere, rue Grande, 15. 1973. 1 chemise
- 396 Dépôt d'immondices situé à Dour, au lieu-dit " Bois de la Tassonnière ", sur un terrain cadastré section C, n° 265b. 1973. 1 chemise
- 397 Boulangerie de Louisa Lejeune, rue Palis, 9. 1973.
- 398 Poulailier et porcherie de Jules Depoortere, rue Grande, 15. 1973. 1 chemise
- 399 Salle publique de la fanfare de Blaugies dans un immeuble appartenant aux brasseries-malteries " L'Union ", rue Grande, 27. 1973-1976. 1 chemise

XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE,
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME

A. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLATIONS
IMMOBILIÈRES DIVERSES

1. BÂTIMENTS SCOLAIRES

- 440 Dossier relatif au projet de construction d'une école. 1860-1875.
1 chemise
- 441 Plans relatifs aux travaux d'aménagement des locaux scolaires.
1936-1937.
1 chemise
- 442 - 446 DOSSIERS RELATIFS À L'ÉCOLE GARDIENNE COMMUNALE
SISE RUE GRANDE. 1960-1976.
- 442 Travaux de construction et d'aménagement. 1960-1965.
1 liasse
- 443 Fournitures de mobilier et de matériel didactique. 1962-1975.
1 liasse
- 444 Travaux de construction du réfectoire et d'aménagement des
sanitaires. 1963-1968.
1 chemise
- 445 Travaux de peinture. 1964-1966.
1 chemise
- 446 Aménagement d'une cour. 1976.
1 chemise
2. BÂTIMENTS DU CULTE
- 447 Dossier relatif aux travaux de construction d'un presbytère. 1873.
1 chemise
- 448 Dossier relatif à la construction du calvaire. 1901-1944.
1 chemise
- 449 Dossier relatif aux travaux de restauration de l'église Saint-Aubin.
1950-1969.
1 chemise

-
- 450 3. CIMETIÈRES
Dossier relatif aux travaux d'aménagement d'un nouveau cimetière. 1962-1972.
1 liasse
- 451 4. AUTRES BIENS ET INSTALLATIONS IMMOBILIÈRES (MONUMENTS, BANCS, ETC.)
Dossier relatif aux fournitures de plantes pour l'embellissement des jardins communaux. 1970.
1 chemise
- 452 *B. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE COMMUNALE (Y COMPRIS LES PONTS, LES ÉGOUTS, ETC.)*
Déclarations de particuliers relatives aux raccordements à l'égout communal. 1968-1969.
1 liasse
- 453 Lettres du bourgmestre aux habitants de la commune relatives à la salubrité et à la propreté des rues. 1969-1970.
1 chemise
- 454 *C. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU*
Registre descriptif des cours d'eau navigables et non-navigables. 1884-1891.
1 recueil
- D. SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE*
- 455 1. DISTRIBUTION D'EAU
Dossier relatif aux travaux d'aménagement d'une station de pompage à la rue Ropaix par la Société nationale des distributions d'eau (SNDE). 1949-1959.
1 chemise
- 456 2. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ
Dossier relatif aux travaux d'installation et de raccordement de cabines électriques. 1953-1976.
1 chemise
- 457 Enquête commodo et incommodo pour l'équipement des cabines de transformation n° 123, 145 et 146. 1960-1966.
1 chemise

- 458 Dossier relatif à l'installation et au raccordement à l'égout de la cabine électrique n° 484 située dans la rue de Ropaix. 1961-1962.
1 chemise
3. ÉCLAIRAGE PUBLIC
- 459 Dossier relatif à l'installation et à la maintenance de l'éclairage public. 1949-1976.
1 liasse
4. TÉLÉPHONE
- 460 Dossier relatif aux travaux d'installation de câbles et de poteaux téléphoniques par la Régie des Télégraphes et des Téléphones (RTT). 1970-1976.
1 liasse
- E. PERMIS DE BÂTIR*
- 461 Relevés des autorisations de bâtir délivrées. 1969-1973.
1 chemise
- F. PROTECTION DES MONUMENTS ET SITES*
- 462 Dossier relatif au classement de l'église Saint-Aubin par la Commission royale des Monuments et Sites. 1916.
2 pièces

- 463** XII. ENSEIGNEMENT
Règlements d'école. 1844-1859, 1923. 1 chemise
- 464** Liste des enfants soumis à l'obligation scolaire. 1972-1973. 1 pièce
- 465** Dossier relatif aux séjours extra-scolaires à la plaine de jeux " Gai
Séjour ", à Dour. 1972-1974. 1 chemise

XIII. CULTURE, SPORTS ET DIVERTISSEMENTS

A. CULTURE

466 Procès-verbal de la cérémonie du centenaire de l'indépendance nationale. 1930. 1 chemise

467 Dossier relatif aux activités socio-culturelles et sportives. 1972-1974. 1 chemise

B. FESTIVITÉS

468 Dossier relatif à l'organisation de la fête du centenaire d'Alice Barbier, habitante de la commune. 1963. 1 chemise

469 Dossier relatif aux kermesses locales. 1969-1976. 1 chemise

C. TOURISME

470 Dossier relatif à l'aménagement d'un sentier touristique. 1973-1974. 1 chemise

471 471 - 472 DOSSIERS RELATIFS AUX CAMPINGS. 1973-1976. Camping sis rue des Vainqueurs, parcelle cadastrée section A, n° 736d. 1973-1974. 1 chemise

472 Camping sis rue de Ropaix, parcelle cadastrée section C, n° 889 et 890a. 1976. 1 chemise

XIV. ÉCONOMIE

A. AGRICULTURE ET SYLVICULTURE

473 - 474 DOSSIERS RELATIFS AUX RECENSEMENTS AGRICOLE ET HORTICOLE. 1951-1973.
1951-1960.

473 1 liasse

474 1961-1973.
1 liasse

475 Dossier relatif aux subventions allouées aux agriculteurs. 1958-1973.
1 chemise

476 Dossier relatif aux commissions de constat des dégâts agricoles et horticoles. 1969-1976.
1 chemise

B. ÉLEVAGE

477 Registre de recensement des taureaux. 1958-1963.
1 cahier

C. COMMERCE

478 Dossier relatif aux repos hebdomadaires. 1961.
1 chemise

479 Attestations d'activité. 1961-1973.
1 chemise

480 Dossier relatif aux autorisations de vente accordées par le Ministère des Classes moyennes aux commerçants ambulants. 1959-1976.
1 chemise

XV. AFFAIRES SOCIALES

A. GÉNÉRALITÉS

- 481 Souscription en faveur des victimes de la catastrophe du barrage de Malpasset. 1960.
1 chemise

B. EXÉCUTION DES TÂCHES COMMUNALES

1. PRISE EN CHARGE DES CHÔMEURS, PLACEMENT

- 482 Statistiques mensuelles du nombre de chômeurs. 1948-1952.
1 chemise

2. AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES

- 483 Registre des bénéficiaires de la pension. 1921-1938.
1 cahier

- 484 Dossier relatif aux retenues et versements des cotisations de pensions. 1945-1954.
1 chemise

- 485 Relevés des sommes attribuées aux pensions civiles. 1955-1959.
1 chemise

- 486 Registre des demandes de prestations de pensions sociales. 1971-1976.
1 cahier

3. AIDE AUX PERSONNES HANDICAPÉES

487 - 488 DOSSIERS RELATIFS AUX COLLOCATIONS D'ALIÉNÉS.
1929-1972.

- 487 A - H. 1929-1972.
1 liasse

- 488 I - Z. 1930-1972.
1 liasse

- 489 Dossiers de demandes d'allocation aux estropiés, mutilés, aveugles, sourds et muets. 1968-1969.
1 chemise

4. LOGEMENTS SOCIAUX

- 490 Dossier relatif à la Société nationale terrienne. 1965-1974.
1 chemise
- 491 Dossier relatif à l'affiliation de la commune à la Société régionale du logement du Borinage (SORELOBO). 1972-1974.
1 chemise
- C. RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL*
- 492 Registre-matricule des carnets délivrés aux femmes, adolescents et enfants employés dans les établissements industriels. 1891-1922.
1 cahier
- 493 Registre-matricule aux livrets d'ouvriers. 1896-1964.
1 volume
- 494 Registre prescrit pour le relevé du personnel ouvrier (femmes et enfants). 1922-1952.
1 cahier
- 495 Dossier relatif aux ouvriers mineurs. 1942.
1 chemise

XVI. BUREAU DE BIENFAISANCE ET COMMISSION D'ASSISTANCE
PUBLIQUE

A. BUREAU DE BIENFAISANCE

1. PERSONNEL

496 Dossier relatif au renouvellement partiel du personnel. 1852-1921.
1 liasse

2. FINANCES

497 Budget annuel. 1920.
1 cahier

B. COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

1. GÉNÉRALITÉS

498 Dossier relatif à la loi organique sur l'Assistance publique. 1969-
1972.
1 chemise

2. PERSONNEL

499 Dossier relatif au renouvellement des membres. 1936-1971.
1 liasse

500 Dossier relatif aux statuts pécuniaires des secrétaires et des
receveurs. 1939-1976.
1 liasse

3. PATRIMOINE

501 Dossier relatif aux fermages. 1938-1975.
1 chemise

502 Dossier relatif à la vente d'un terrain cadastré section B, n° 894.
1975-1976.
1 chemise

4. FINANCES

503 *503 - 510 BUDGETS ANNUELS. 1933-1977.*
1933-1939.
1 liasse

504	1940-1944.	1 liasse
505	1945-1949.	1 liasse
506	1950-1954.	1 liasse
507	1955-1959.	1 liasse
508	1960-1964.	1 liasse
509	1965-1969.	1 liasse
510	1970-1977.	1 liasse
511	<i>511 - 518 COMPTES ANNUELS. 1930-1976. 1930-1934, 1936-1939.</i>	1 liasse
512	1941-1944.	1 liasse
513	1945-1949.	1 liasse
514	1950-1954.	1 liasse
515	1955-1959.	1 liasse
516	1960-1964.	1 liasse
517	1965-1969.	1 liasse
518	1970-1976.	1 liasse

519	519 - 520 PIÈCES JUSTIFICATIVES AUX COMPTES. 1974-1975. 1974.	1 liasse
520	1975.	1 liasse
521	5. AIDE SOCIALE Dossier relatif aux domiciles de secours. 1954-1955.	1 chemise

XVII.TUTELLE COMMUNALE SUR LA FABRIQUE D'ÉGLISE DE LA
PAROISSE SAINT-AUBIN

A. GÉNÉRALITÉS

- 522 Dossier relatif aux membres du bureau des marguilliers. 1904-1969.
1 chemise
- 523 Correspondance générale avec le curé. 1943-1944.
1 chemise
- 524 Dossier relatif au litige concernant la restauration des orgues de
l'église. 1970.
1 chemise

B. FINANCES

- 525 Procuration relative à la perception des intérêts échus des capitaux
inscrits dans le grand-livre auxiliaire de la dette nationale active.
16 novembre 1828.
1 pièce
- 526 526 - 534 BUDGETS ANNUELS. 1891-1977.
1891-1894, 1896-1899.
1 chemise
- 527 1900-1909.
1 chemise
- 528 1910-1918.
1 chemise
- 529 1920-1929.
1 chemise
- 530 1930-1939.
1 chemise
- 531 1940-1949.
1 chemise
- 532 1950-1959.
1 chemise
- 533 1960-1969.
1 chemise

534	1970-1977.	1 chemise
535	535 - 543 COMPTES ANNUELS. 1890-1976. 1890-1899.	1 chemise
536	1900-1909.	1 chemise
537	1910-1919.	1 chemise
538	1920-1923, 1925-1929.	1 chemise
539	1930-1939.	1 chemise
540	1940-1942, 1944-1946.	1 chemise
541	1950, 1952-1959.	1 chemise
542	1960-1969.	1 chemise
543	1970-1976.	1 chemise